Note d'étape, Octobre 2009.

LES RELATIONS UNIVERSITES / MONDES SOCIO-ECONOMIQUES EN QUESTIONS.

Robi Morder

Le document qui suit est destiné à faire – synthétiquement – le point des recherches et interrogations en vue de nourrir les échanges au sein des prochains séminaires, et notamment de préparer la journée d'études du 26 mars. Il renvoie pour certaines aspects aux notes partielles déjà publiées sur le site de l'OMI et qui seront ensuite intégrées au rapport final.

Nous avons toutefois, avec un certain nombre de lectures et d'entretiens, pu dégager quelques grands axes et hypothèses. L'exploitation de données (locales Rémoises, nationales à partir d'une liste de « personnalités » extérieures, étrangères avec l'apport de recherches dans la Belgique voisine qui feront l'objet de deux séminaires) ainsi que les réactions des destinataires de la présente synthèse permettront de confirmer, infirmer ou préciser les hypothèses et de répondre aux questions posées en vue du rapport final qui suivra la journée du 26 mars à Reims et conclura notre programme. Conclusion que nous espérons provisoire, tant le programme était ambitieux. Christine Musselin, dans un séminaire de présentation du projet¹ à Sciences Po Paris, a souligné à juste titre que pour atteindre ce qui était notre objectif initial, il faudrait un programme de recherche mobilisant une équipe de recherche sur plusieurs années, si l'on veut avoir une vision précise relativement exhaustive, tant les données sont soit inexistantes, soit peu accessibles.

L'absence – mis à part quelques exceptions – de services d'archives universitaires est assurément un obstacle, mais sans aucun doute l'annonce par le comité de suivi de la LRU de données plus précises permettra de disposer d'éléments sinon pour le passé, du moins pour le présent.

CONTOURS ET LIMITES DE LA REFLEXION

Les rapports entre les mondes socio-économiques et l'université sont le plus souvent abordés sous l'angle de la thématique de l'insertion professionnelle des étudiants. Il s'agit certes d'une des dimensions de la question, mais l'y restreindre conduirait à négliger les autres aspects, notamment les apports réciproques de l'université et des « mondes socio-économiques », étant entendu que les acteurs en sont autant les entreprises, privées ou publiques, à but lucratif ou non, que les collectivités territoriales. Cette précision est importante, car longtemps c'est le vocable de « liaison université / industrie » qui a été le plus utilisé, héritage sans doute de l'expérience des écoles d'ingénieurs.

¹ Séminaire GERME/Centre d'histoire de Sciences Po Paris, mars 2009.

Laurent Schwartz continue encore au début des années 1980 à insister sur « l'industrie » et le « secteur productif »².

Les mutations des mondes du travail depuis les « trente glorieuses », avec la croissance des métiers du tertiaire et la croissance du groupe « cadres »³ ont conduit à la création (1954) des IAE (Instituts d'administration des entreprises) au sein même des universités, ce qui amène à évoquer de plus en plus à substituer le « lien universités/entreprises » à la formule « université/industrie » devenue défectueuse⁴. En effet, comme l'indiquait en 1987 Philippe Lucas, « les entreprises qui se rapprochent le plus des universités aujourd'hui sont celles du tertiaire »⁵. L'évolution de l'Etat, et de ses rôles, l'amènent (ainsi que ses composantes, notamment celles issues des diverses étapes de la déconcentration/décentralisation) à être moins organismes de tutelle et de contrôle, qu'acteur socio-économique. Enfin, on ne peut écarter du constat et de la réflexion la « représentation des intérêts », à savoir les représentations syndicales des professions, qu'il s'agisse de salariés, d'indépendants ou libéraux.

Si la définition des acteurs constituant les mondes socio-économiques est élargie, notre recherche est toutefois limitée à la manière dont ces rapports se concrétisent du point de vue de la participation – directe ou indirecte – à la gouvernance de l'Université. Et si la participation des « personnalités extérieures » a pu apparaître parfois symboliquement comme illustration, selon les points de vue, de liens de la nécessaire ouverture de l'Université avec le « monde réel », ou de « subordination de l'Université aux intérêts à court terme de l'entreprise », un « asservissement au grand capital pour les plus engagés »⁶ la littérature scientifique ou administrative est en fin de compte extrêmement pauvre, écrasée par le nombre de travaux s'intéressant à la production de la main d'oeuvre par l'Université et aux effets dans l'entreprise des mutations des qualifications et compétences acquises en milieux scolaires.

Il faut en conséquence, en (re) exhumant également les débats nationaux qui ont ponctué les réformes (rapports et discussions parlementaires) constituer des sources nouvelles, en partant aussi bien de la collecte de données (composition des conseils des universités et de leurs composantes), prendre en compte les expériences des individus engagés dans ces relations (« personnalités extérieures », ce qu'ils en disent, ce qu'on en dit) et comparer les prises de position « programmatiques » (les discours officiels de ceux qui sont, ou se proclament, les porte-parole collectifs des différents acteurs et de leurs intérêts) avec la réalité de la

² Dans le « rapport Schwartz » et *Pour sauver l'Université* que nous examinons plus bas.

³ Luc Boltanski, *Les cadres, formation d'un groupe social*, Minuit, 1982.

⁴ J.G. Mérigot, « Réflexions à propos de la participation de l'Université à l'éducation des dirigeants d'entreprise », *Mélanges de droit, d'histoire et d'économie offerts à Marcel Laborde-Lacoste*, Bière, Bordeaux, 1963, p. 279 et s.

⁵ Philippe Lucas, *L'Université captive*, Publisud, 1987.

⁶ Alain Bienaymé, *L'enseignement supérieur et l'idée d'université*, *Economica* 1986, p. 258 et s.

mise (ou non) en pratique concrète des acteurs au nom de qui « l'on » parle.

1. PERMANENCES ET RECURRENCES...

Nous avons noté (cf. nos notes sur la Loi Faure, sur les IUT et sur l'insertion professionnelle) que les questions de « l'ouverture » de l'Université ne sont pas une nouveauté. La participation des « professions » aux contenus des cursus et diplômes est antérieure à l'entrée dans ce qui allait devenir le « gouvernement » des universités des « personnalités extérieures ». Dans notre note, nous avons remarqué la faible attention portée à cette participation dans le rapport parlementaire de 1977.

Qu'en est-il quatre ans plus tard, quand, après le changement politique de 1981, une nouvelle réforme des universités est engagée par Alain Savary. A deux ans d'intervalle, le professeur Laurent Schwartz rédige le chapitre sur « l'enseignement supérieur et le développement scientifique » de la Commission du bilan, *La France en 1981*.⁷ puis un livre, *Pour sauver l'Université*⁸ Laurent Schwartz constate « Les relations universités/industrie sont presque inexistantes. Les professions portent une lourde responsabilité, les universités aussi [...] Dans tous les pays industrialisés, l'Université est intégrée au processus de production, ce qui ne l'a jamais empêché de conserver l'entière liberté de ses chercheurs [avec trois exceptions, la France, la Grande Bretagne, l'URSS] »⁹. Deux ans après son rapport, Laurent Schwartz estime que « pour l'Université, deux ans après 1981, rien n'a bougé, c'est l'immobilisme total » car ont été refusés, outre le principe de professionnalisation des enseignements « la présence des personnalités extérieures dans les conseils, corollaire de l'ouverture nécessaire sur le monde extérieur, en particulier sur l'industrie » Dans ce même ouvrage, il estime que l'élection des directeurs d'IUT en lieux et place de leur désignation, « diminuera leur crédibilité » face à l'industrie¹⁰.

En mars 1982 se tient à l'Université Lyon II un grand colloque, « Missions nouvelles pour l'Université », dont les actes sont publiés dans un livre éponyme¹¹. A nouveau, comme dès le début des années 1960, et malgré les transformations institutionnelles de la Loi Faure et les évolutions sociologiques, ce sont les mêmes récriminations que l'on peut lire dans les comptes-rendus de la commission « université et société » (p 127 et s.) : « ce sont les figures de l'isolement et de l'inadaptation qui s'imposent. Il y a une parcelle de vérité, produit de l'isolement caractéristique de l'Université française ». Pour répondre aux besoins économiques, après les grandes écoles, ce sont les universités médicales qui se sont fondues dans l'hôpital. Dans le reste des universités, les

⁷ Publié à la Documentation française, 1981.

⁸ Le Seuil, 1983.

⁹ Pages 269 et 455 du « Rapport Schwartz ».

¹⁰ Laurent Schwartz, *Pour sauver l'Université*, p 69.

¹¹ *Missions nouvelles pour les universités*, Presses universitaires de Lyon, 1982.

expériences sont « restées marginales ». Les préconisations demeurent générales : il faut associer dans le « cadre structuré » des instances statutaires les travailleurs de l'université, les étudiants et les partenaires. Ce sont les mêmes objectifs que ceux de la Loi Faure. La loi Savary de 1984 innove en instaurant trois conseils au lieu d'un (le Conseil d'Université est remplacé par trois conseils : le CA, le CEVU et le CS) mais en matière de personnalités extérieures, le principe de leur participation aux conseils demeure, dans des proportions proches, de 10% à 50% selon les instances.

II) LES THEMATIQUES DE L'INSERTION PROFESSIONNELLE ET DE LA RECHERCHE

deux thématiques distinctes, deux types de relations. (financement, recherches et FP, insertion, DU, licences professionnelles, IUT.)

« L'ouverture » vers l'extérieur recouvre en réalité plusieurs préoccupations différentes, celles liées aux questions de l'emploi, et celles liées au financement.

A/ Les questions de l'emploi et de la professionnalisation.

La « professionnalisation » n'est pas inconnue des universités. Les facultés de l'Ancien Régime avaient comme vocation de former des professionnels à des métiers : médecine, droit, théologie, les écoles napoléoniennes avaient un objectif identique, et la « naissance de l'étudiant moderne » des facultés de sciences et de lettres est liée aux nécessités de former des professeurs devant préparer les élèves au baccalauréat¹². Ce sont ces dernières facultés qui vont connaître les vagues de massification les plus importantes, et en conséquence éloignées de la préparation à des métiers pour mieux former des diplômés qualifiés et aptes à s'adapter à des professions une fois embauchés.

Si les professions (les corps organisés, ordres, syndicats, associations professionnelles) sont présentes dans certaines disciplines, que ce soit par des professionnels enseignant (chargés de cours vacataires, médecins hospitalo-universitaires) ou par une présence institutionnelle (conseils d'administration d'IUT, commission du titre d'ingénieur, groupes et commissions examinant les licences professionnelles, etc.), il n'en va pas de même dans des disciplines plus « généralistes ». C'est là que « l'ouverture au monde extérieur ne peut constituer un objectif en soi »¹³ même si dans la période récente les DESS et master professionnalisés se sont multipliés dans ces disciplines (métiers de l'édition, développement social urbain...).

¹² Antoine Prost, *Histoire de l'enseignement en France*, Armand Colin, 1968, Pierre Moulinier, *La naissance de l'étudiant moderne*, Belin, 2002.

¹³ Alain Supiot, « Sur l'ouverture de l'Université », *Savoir*, n° 4, 1989..

Avec le développement d'un chômage de masse structurel, affectant certes moins les diplômés que les jeunes non-diplômés sans qualification, la problématique de la professionnalisation s'est en partie effacée dans celle de l'insertion. « Les universités sont appelées à participer à la lutte contre le chômage », et les universitaires doivent « rédéfinir les formations », soit en développement des filières spécifiques pour répondre à une demande économique directe, soit développer des formations permettant d'accueillir les milieux ayant besoin de développement spécifiques de nature professionnelle ou sociale, sans se transformer en écoles professionnelles¹⁴.

Les relations avec l'extérieur (entreprises et collectivités) établies pour les stages ou pour les nécessités de l'information ne passent pas non plus par la présence de personnalités extérieures dans des institutions de gouvernement ou d'administration (il n'en est par exemple pas fait mention lors du colloque « Le professionnalisation de l'enseignement supérieur » à Dauphine en 1984)¹⁵, mais par des relations bi-latérales afin de disposer d'informations. Le rapport Andrieu en 1987 souligne que l'entreprise est une « inconnue » pour l'enseignement, et si c'est la gauche qui après 1981 a « reconcilié la France avec l'entreprise », l'Université doit multiplier les contacts, les contrats, les interactions « université/ économie – industrie »¹⁶. En 1990, dans son rapport de synthèse de la rencontre « Université 2000 » à la Sorbonne¹⁷. Jean-Paul Gaudemar indiquait que c'est avec les entreprises que « nouveaux types de relations sont établis », avec la « préoccupation de la professionnalisation ». Les employeurs désirent s'exprimer sur les formations souhaitables sans « aucune trace de subordination ».

Aujourd'hui, les CIO présentent les possibilités d'emplois et de carrières aux étudiants, ou des stages ; des initiatives sont prises (ce sera la vocation des BAIP prévus par la LRU, mais cela peut être le fait d'associations d'étudiants) pour faire connaître les formations et les diplômés aux entreprises.

B/ Le financement de l'enseignement supérieur.

En 1980, Dans son leur livre, *Economie de l'enseignement supérieur*, Benoît Millot et François Orival n'évoquent pas les entreprises comme pouvant allouer des ressources à l'enseignement supérieur : il y a certes un participation des « agents privés », mais ceux-ci se limitent aux étudiants et à leurs familles, ainsi que des « administrations privées » et l'Etat avec les collectivités locales¹⁸.

L'autonomie des établissements, selon des critiques récurrentes depuis la Loi Faure, était fortement réduite de par la faible autonomie financière et

¹⁴ *Missions nouvelles pour les universités*, op cit, p 135.

¹⁵ Cf. les actes du colloque, IEEPS/Université Paris Dauphine, 1984.

¹⁶ Jean Andrieu, rapport au Conseil économique et social, *Les perspectives d'évolution des rapports de l'école et du monde économique face à la nouvelle révolution industrielle*, 13-14 octobre 1987, JORF du 18 novembre 1987.

¹⁷ Elle se tient du 26 au 29 juin 1990.

¹⁸ Benoît Millot, François Orival, *Economie de l'enseignement supérieur*,. Cujas, 1980, Chapitre IV : « allocation des ressources à l'enseignement supérieur ».

« l'archaïsme » des règles juridiques et comptables. Le rapport de Yves Fréville au Premier ministre Raymond Barre¹⁹ constate que les universités, en 1978, n'ont reçu que 1% des dépenses de formation continue, et de plus c'est l'Etat qui a payé au titre des stages en grande part. Du côté de la taxe d'apprentissage, le rapporteur souligne les inégalités entre les écoles d'ingénieurs (qui peuvent y compter jusqu'à 50% de leur ressources), les IUT (environ 20%) et les universités.... 3%. Ce rapport n'évoque les entreprises que sous cet angle, sans lien avec leur participation aux institutions de gouvernance universitaires.

Jacques Valade dans *Demain l'Université* souligne bien que les entreprises collaborent avec l'université dans des domaines privilégiés, Formation initiale, formation permanente, recherche²⁰.

Pour Jean-Louis Quermonne, l'autonomie n'est pas l'indépendance, mais se définit comme le « pouvoir de négocier » tant avec l'Etat qu'avec les organismes de recherche, les entreprises publiques ou privées, « surtout en matière de recherche et développement et de formation professionnelle »²¹. Le sénateur-maire Jacques Delfau remarque qu'en 1986 la moitié des ressources des universités proviennent de fonds propres, de contrats de recherche du côté scientifique, de la formation permanente du côté des littéraires, le partenariat avec les entreprises est « maintenant entré dans les mœurs ». ²² Le N° 1 du bulletin « Recruter » en hiver 1992 a comme thème et titre : « Enseignement supérieur, l'entreprise mécène ou partenaire ? », J.J. Paul et Franck Bailly y développent « les fondements théoriques du partenariat université/entreprise ».

III) LES MONDES SOCIO-ECONOMIQUES, ACTEURS DE LA GOUVERNANCE OU PARTENAIRES CONTRACTUELS ?

Débats présence institutionnelle, suppression des PE ?, comment aider l'entreprise-université,

En 1977, le rapport parlementaire déjà cité constatant la faible assiduité des personnalités extérieures. René Rémond, président de Paris 10 Nanterre, le déplorait d'autant plus l'absence de quorum bloquait nombre de conseils, notamment pour l'adoption du budget. Il estimait que ce n'est pas à ce niveau (les conseils) que peut s'établir une véritable collaboration entre l'extérieur et l'université²³. Charles Debasch, d'Aix en Provence, tire le même constat²⁴. Paul Levy, alors vice-président de la Conférence des présidents d'université, ne se faisait « plus d'illusion : à

¹⁹ Yves Fréville, *La réforme du financement des universités*, Documentation Française, 1979.

²⁰ Jacques Valade, *Demain l'Université*, rapport au Ministre délégué chargé de la recherche et de l'enseignement supérieur, décembre 1987.

²¹ Jean-Louis Quermonne, « autonomie des universités et politique contractuelle », *Revue française des finances publiques*, n° 27, 1989.

²² Jacques Delfau, *Revue française des finances publiques*, n° 27, 1989...

²³ M Gaussen,., « Rapport d'information sur l'application de la loi d'orientation de l'enseignement supérieur du 12 novembre 1968 », *Assemblée Nationale*, N° 2765, annexe au procès-verbal de la séance du 2 avril 1977, audition René Rémond, page 63.

²⁴ Rapport Gaussen, *op cit*, audition Debasch, page 134

l'heure actuelle, les universités n'intéressent personne en France ». On peut faire venir les personnalités extérieures sur quelques sujets (la formation permanente), mais « le budget des universités, cela ne les intéresse pas »²⁵.

En 1985, même à Dauphine, un ancien président faisant le bilan de quatre ans et demi de mandat au cours duquel 35 réunions des conseils ont été convoquées, explique que neuf réunions n'ont pu se tenir faute de quorum, les taux de présence les plus élevés étant ceux des personnels administratifs (70%) et ceux les plus bas des personnalités extérieures (un seul a assisté à toutes les réunions, c'était le président de l'amicale des anciens de Dauphine). Et d'ajouter qu'avant même que la loi ne l'y oblige, Dauphine avait attribué un siège à la région Ile de France.... dont le représentant n'a ni siégé, ni même donné de pouvoir²⁶.

Dans les lois Faure et Savary, ce sont les membres élus des conseils qui désignaient les personnalités extérieures, les désignations reflétant le plus souvent les jeux et rapports de forces internes, les personnalités étant plutôt choisies en fonction de l'aspect symbolique de leur désignation (appartenance à une confédération syndicale, une chambre de commerce) plus que de leur intérêt à siéger dans des conseils pouvant d'ailleurs apparaître comme chronophages sur de nombreux points. En 2007 Jean-Robert Pitte²⁷ rejoignait – sans l'avoir lu d'ailleurs - le constat dressé en 1977 devant la commission Gausson par M. Coeur, les personnalités extérieures « s'ennuient quand elles viennent »²⁸. Le rapporteur Gausson sans nier l'importance des personnalités extérieures « pour l'ouverture de l'université sur le monde », propose que ce soit « ailleurs que dans la gestion », dans la définition des programmes généraux, la recherche des modalités de financement. Les personnalités extérieures doivent siéger au CNESER et dans les conseils régionaux prévus par la loi (les CRESER), mais est « inutile dans les conseils d'établissement »²⁹.

Ce n'est donc pas dans les conseils, ni dans la gouvernance des universités que les entreprises se sont investies au travers des « personnalités extérieures ». Ce n'est pas là qu'elles ont pu apporter leur aide à la gestion de l'entreprise université, alors que c'était une des ambitions de certains chefs d'entreprise, qu'on retrouve formulée à plus de quarante ans d'intervalle. Toutefois, l'implication de ces personnalités semble s'être améliorée au cours de la dernière décennie³⁰.

Puisque chaque université peut se considérer comme une entreprise, produisant des diplômés et des diplômés pour le marché du travail et des

²⁵ Rapport Gausse, *op. cit.* audition Levy, p. 135

²⁶ Henri Tezenas du Moncel, *Université, peut mieux faire*, Seuil, 1985.

²⁷ C'était ce qu'expliquait Jean-Robert Pitte dans l'émission « Ce soir ou jamais » du 22 novembre 2007, en réponse à notre constat de grand absentéisme.

²⁸ Rapport Gausson, *op. cit.* audition de M. Coeur, p 273.

²⁹ Rapport Gausson, *op. cit.* p. 33-34.

³⁰ Stefano Boffo, Pierre Dubois, Roberto Moscati, *Gouverner les universités en France et en Italie*, Harmattan, 2009.

connaissances nouvelles par la recherche³¹, les entreprises ont une expérience de gestion à transmettre à l'Université³². Quant à la réciprocité, Alain Supiot note qu'en matière d'ouverture, si l'Université accorde des sièges à des personnalités extérieures, aucun siège n'est réservé en revanche aux universitaires dans les instances des entreprises et collectivités³³.

IV) MUTATIONS ET INNOVATIONS.

Autonomie et territorialisation. Ce qui change : la contractualisation, la décentralisation, le choix des Personnalités extérieures par les présidents d'U,

L'OCDE au début des années 1980 estime que les relations universités/collectivité sont une « problématique nouvelles », mais qu'il convient de préciser à chaque fois ce que l'on entend par « collectivité », qui peut renvoyer aussi bien à un « ensemble de clients potentiels ou réel », aux « communautés d'intérêt », qu'aux entreprises ou aux collectivités publiques³⁴.

On peut remonter aux années 1970 pour une « préfiguration » d'une pratique conventionnelle avec la formation continue « tout entière contractuelle, contemporaine de la restructuration de l'université après 1968 »³⁵. Philippe Lucas indique que c'est de manière explicite que « pour la première fois » l'idée de politique contractuelle apparaît dans le discours d'Alain Savary en 1981³⁶, l'idée étant apparue avec la CPU en 1975³⁷. C'est effectivement sous son ministère qu'est menée l'expérience de la réforme des premiers cycles en 1984 quand le contrat université/Etat remplace l'ancienne procédure d'habilitation. En effet, l'autonomie ne se résume pas à la rupture avec l'Etat, dont la garantie est nécessaire pour être en mesure de négocier avec tous leurs partenaires en évitant d'être soumis aux pressions³⁸.

La politique contractuelle est, pour les présidents, l'instrument privilégié de l'autonomie³⁹, mais au milieu des années 1980 « les entreprises ne sont pas spontanément acquises à la politique contractuelle »⁴⁰. Christine

³¹ Pierre Dubois, « la dynamique en termes organisationnels », *Sociétés contemporaines* N° 28, octobre 1997, dossier « Les transformations des organisations universitaires ».

³² Ce qui ressort d'interventions d'entreprises dans une réunion parisienne du MEDEF, ou lors des RUE (Rencontre universités entreprises) 2009.

³³ Alain Supiot, « Sur l'ouverture de l'Université », *Savoir*, n° 4, 1989.

³⁴ OCDE, *L'université et la collectivité, une problématique nouvelle*, 1982, voir le chapitre 3 sur l'ambiguïté du terme collectivité.

³⁵ Philippe Lucas, *L'Université captive*, ch. 6.

³⁶ Philippe Lucas, *op. cit.*, p 131.

³⁷ Jean-Louis Quermonne, « Autonomie des universités et politique contractuelle », *Revue française des finances publiques*, n° 27, 1989.

³⁸ *Missions nouvelles pour les universités*, p 135 et s.

³⁹ Voir les enquêtes réalisées par la CPU en 1985

⁴⁰ Philippe Lucas, « Les stratégies des établissements à l'égard des politiques contractuelles », *Revue française des finances publiques*, n° 27, 1989.

Musselin constate à juste titre que c'est en 1989, que se situe un tournant avec la systématisation de la mise en place de la contractualisation⁴¹.

C'est au niveau territorial que la politique contractuelle a le plus été pratiquée, avec les collectivités territoriales. La région était déjà, dans la loi Faure et son esprit, le cadre le plus adéquat pour « l'ouverture » de l'université. Les CRESER devaient avoir un tiers de personnalités extérieures⁴². Après l'échec du référendum sur la régionalisation de 1969, il faudra attendre les lois de décentralisation pour que les collectivités territoriales, notamment les régions, conquérant leur propre autonomie et domaine de compétences, puissent être des interlocuteurs. Néanmoins, les collectivités locales et les établissements publics régionaux avaient augmenté leurs concours dans les années 1970⁴³.

Ce sont en règle générale les régions qui, prenant en compte les besoins économiques locaux, ont représenté les intérêts des secteurs socio-économiques directement auprès des universités, et non les organisations socio-professionnelles. Dès 1981, l'insertion régionale apparaît comme une priorité. Etant un « espace de taille raisonnable pour la négociation » les universités sont invitées à « saisir la décentralisation »⁴⁴. Toutefois, l'importance de la région ne doit pas amener à « l'utopie » des diplômés à vocation régionale avec financements régionaux⁴⁵.

En 1990, Jean-Paul Gaudemar rappelle que pour le premier ministre, Michel Rocard, « le développement universitaire est conçu comme levier du développement local », sur tous les plans, y compris économique et social⁴⁶. Des universités avec l'aide des collectivités territoriales, tentent d'attirer les entreprises « en jouant la proximité », en aménageant l'espace, en pensant l'université « comme agent de développement local ».⁴⁷

Alors que sous la 3^{ème} République naissante, au tournant du siècle dernier, les municipalités jouaient un rôle important d'appui au développement universitaire, la carte universitaire se déroule dans un autre cadre que celui territorial et ne bouge plus guère jusqu'à la fin des années 1950. Au tournant de notre siècle, les « territoires redécouvrent les universités »⁴⁸.

La LRU, si elle n'apporte pas de changements fondamentaux en matière de proportion des personnalités extérieures par rapport aux lois précédentes, introduit deux innovations. La première, c'est le caractère

⁴¹ Christine Musselin, *La longue marche des Universités*, PUF, 2001,

⁴² Décret 21 avril 1972.

⁴³ Rapport Fréville, *op. cit.* p 69.

⁴⁴ *Missions nouvelles pour l'université*, chap. « sortir de la société savante ».

⁴⁵ Colloque CPU, 13 et 14 mai 1987, « 2 millions d'étudiants en l'an 2000, pourquoi, comment ? », compte-rendu du groupe 4, « les universités dans les échanges régionaux, nationaux, internationaux ».

⁴⁶ Jean Paul de Gaudemar, Université 2000, 26-29 juin 1990, rapport de synthèse.

⁴⁷ Exemple de Rennes, *L'Université et la ville*, colloque 31 mai – 1^{er} juin 1990, publié sous le titre éponyme (Magali Laurencie, Bernard Pouget dir.) chez Plan Urbain, 1991.

⁴⁸ Olivier Rey, « L'enseignement supérieur sous le regard des chercheurs », *Les dossiers de la veille*, INRP, février 2005.

obligatoire (et non plus facultatif) de désigner parmi les PE des représentants des mondes socio-économiques. Il s'avère qu'en moyenne il y a au moins deux représentants d'entreprise dans les conseils (plus que n'en impose la loi), les organisations syndicales regrettant qu'il n'y ait pas équilibre paritaire entre chefs d'entreprise et représentants syndicaux⁴⁹.

Et surtout, c'est l'attribution au président d'université du monopole de la proposition (ce qui n'est pas le monopole de la nomination) au CA qui change la donne. Les personnalités extérieures ne sont plus désignées de manière symbolique par les différents groupes composant les conseils, mais en fonction de la politique que veut suivre la présidence (et les personnalités ne participeront pas à l'élection du président)⁵⁰. Le pari est qu'ainsi choisies selon ces critères de cohérence de direction, ces personnalités seront en principe plus impliquées⁵¹. Il se n'agit pas forcément de plus grandes interventions en séances plénières, mais d'une présence en amont ou en aval dans la préparation des décisions.

Lors des journées « RUE 2009 », des présidents et chefs d'entreprise ont pu donner un premier sentiment : pour M. Poulon (Bouygues), la présence de personnalités extérieures « apporte de l'air » et permet aux universités de relativiser leurs débats internes ; pour J.P. Sarrette (CDC) cette présence a permis de commencer à comprendre comment fonctionne l'université ; la représentante du MEDEF insiste sur la nécessité de faire tomber les peurs réciproques et d'aboutir à un langage commun afin de faciliter la communication entre les deux mondes.

Le rapport du comité de suivi de la loi LRU indique (rapport 2008, page 15) que « l'ouverture sur le monde socio-économique est effective », plus de 100 entreprises et grands groupes étant présents dans les CA, dont plus de la moitié sont représentées au plus haut niveau (PDG ou DG) et ne sont plus « noyées dans des conseils pléthoriques ». C'est cette hypothèse que nous serons amenés à vérifier d'ici la fin de l'année universitaire.

⁴⁹ Rapport du comité de suivi de la LRU, décembre 2008.

⁵⁰ Ce qui était l'objet d'une proposition de loi, retirée par son auteur, Benoît Apparu, à l'Assemblée nationale le 5 mai 2009, qui préconisait également que les personnalités soient désignées par une commission désignée par le Recteur d'académie..

⁵¹ Entretien avec le président de l'Université Paris 13 Villetaneuse.